

La langue des journalistes est-elle dictée par le public ?

Attentes supposées du public en Belgique francophone

ANTOINE JACQUET

Doctorant
Université libre de Bruxelles
ReSIC
antoine.jacquet@ulb.ac.be



Le journaliste écrit à l'attention d'un public qu'il ne peut la plupart du temps que se représenter. De son côté, ce public a souvent tendance à être sévère à l'égard du français de celui qui lui parle. L'objectif de cet article n'est pas d'évaluer la validité de ces critiques, mais bien d'étudier la manière dont les journalistes considèrent le français qu'ils utilisent dans leur pratique professionnelle, au travers de leur « *relation* » avec un public dont ils imaginent les attentes (Cavelier-Croissant, 2002).

Précisons d'emblée que cet article est issu d'une étude plus vaste (Jacquet, 2012), dans laquelle nous avons notamment travaillé sur l'imaginaire linguistique (Houdebine, 2002) des journalistes. Les entretiens qualitatifs approfondis menés avec les 15 journalistes et les deux correcteurs n'avaient pas pour objet principal la prise en compte du public par les journalistes¹, mais ces derniers ont, à travers certaines de nos questions ou d'eux-mêmes, évoqué le public à différents moments de l'entretien. Les attentes supposées du public constituent dès lors un *résultat* de l'étude de ces entretiens. Le présent article consiste en une analyse focalisée précisément sur les propos qui font référence à ces attentes imaginées.

L'étude initiale a permis de conclure qu'à défaut d'être clairement réglementé par les entreprises

Pour citer cet article

Référence électronique

Antoine Jacquet, « La langue des journalistes est-elle dictée par le public ? Attentes supposées du public en Belgique francophone », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne], Vol 3, n° 1 - 2014, mis en ligne le 15 avril 2014. URL : <http://surlejournalisme.org/rev>

médiatiques belges, le français des médias² est largement autorégulé. Nous entendons par autorégulation un processus d'adaptation et de correction autonomes et continues du français des médias, qui repose sur le rapport direct ou indirect entre les journalistes et une série de facteurs, dont leurs connaissances linguistiques (normatives et discursives), leur imaginaire linguistique, leurs outils de référence linguistiques, leurs représentations professionnelles, leurs collègues³, leur hiérarchie, leur public, l'organisation des salles de rédaction et les conditions de travail.

Dans cet article, nous commencerons par évoquer les lieux communs au sujet du français des médias et les difficultés méthodologiques à les étudier en sciences humaines. Sur la base de 15 entretiens avec des journalistes, nous verrons que leur français est beaucoup moins normé qu'autorégulé, avant de nous attarder plus particulièrement sur le rôle des attentes imaginées du public dans cette autorégulation.

LE FRANÇAIS DES JOURNALISTES :
MYTHES ET MÉTHODOLOGIES

Les caractéristiques de la langue des journalistes sont nombreuses, mais l'une d'elles est clairement ambivalente : de nombreux chercheurs s'accordent à dire que cette langue constitue à la fois le *reflet* et le *modèle* de la langue de la société (notamment Villers, 2001 : 21 ; Martel, Cajolet-Laganière et Langlois, 2001 : 47 ; Hellot et Malo, 2001 : 108). Utilisé dans les recherches en linguistique comme témoin de l'état de la langue, le français des journalistes est aussi présenté comme une sorte de norme moderne. Beaucoup de linguistes tendent à assimiler les professionnels des médias, entre autres personnalités publiques, à des « références » pour la majorité des locuteurs (Vézina, 2009 : 2 ; Remysen, 2010 : 122). Bien que cette approche soit quelquefois contestée par certains de nos répondants, Corbeil soutenait en 1985 que « *l'usage de la langue dans et par les médias sert d'illustration de l'usage légitime de la langue et de référence normative pour l'ensemble des locuteurs de la communauté linguistique* ».

En maniant cette langue à double statut, les journalistes s'exposent à de vives critiques. Dans un certain discours ambiant, le français des médias fait l'objet de nombreuses idées reçues. En grossissant légèrement le trait, on pourrait résumer ces stéréotypes comme suit : les journalistes ne savent plus parler ni écrire (voir les propos de Liliane Balfroid, dans Geelkens, 2012), et sont ainsi en partie responsables de la « dégradation du français⁴ »

(voir les propos de Maurice Druon, dans s.n., 1993 ; Broglie, 1997).

Si le public s'empare volontiers de cette question, celle-ci trouve aussi sa place dans la recherche scientifique. Mais transposer un débat passionnel comme celui-là (Paveau et Rosier, 2008) dans une approche scientifique ne va pas toujours de soi, et il faut constater que les études sur la norme du français des journalistes ne sont pas légion.

Néanmoins, des études quantitatives ont été menées par plusieurs chercheurs au Québec. Ceux-ci passent en revue des corpus d'articles de journaux (Clerc, 2001 ; Tremblay, 2001) ou d'émissions d'information en radio (Maurais, 2005) ou en télévision (Reinke, 2005), et tentent d'établir un diagnostic des écarts par rapport aux normes. Mais ce type d'approche pose des questions fondamentales : quelle norme considérer ?, sur quels ouvrages de référence se fonder ?, quelle tolérance observer envers les spécificités régionales ?, etc. Comme le note Clerc (2001 : 1), « *il n'existe pas d'ouvrage qui ferait la part de l'acceptable et de l'inacceptable sur toute question linguistique* ».

Pour son analyse des écarts normatifs sur les ondes québécoises, Maurais (2005 : 17) a tenté d'établir un compromis entre divers ouvrages normatifs. Cette approche présente l'intérêt de montrer une certaine tolérance étant donné la diversité des sources prescriptives utilisées⁵. Néanmoins, cette démarche requiert beaucoup d'efforts pour obtenir une norme inévitablement artificielle, alors que la complexité de cette notion et l'appréhension de celle-ci par les journalistes ne sont pas prises en compte.

Sans tomber dans un relativisme normatif absolu, il semble que les problèmes méthodologiques soulevés ci-dessus puisent leur source dans une surestimation de la possibilité de formaliser la norme du français. Cette norme, en sociolinguistique (voir notamment Gadet, 2007), est pourtant décrite comme forcément plurielle et mouvante. Nous avons donc emprunté une autre voie, en nous intéressant au discours métalinguistique des journalistes. Cette démarche nous a paru pouvoir tenir compte de la complexité des phénomènes linguistiques, plus particulièrement en contexte journalistique. En outre, interroger les journalistes sur leurs considérations linguistiques permettait selon nous de comprendre mieux le français que l'on retrouve dans les médias.

La méthodologie retenue ici est légitimée par l'analyse de Meier (2012 : 2) : « *La mesure d'écarts linguistiques, qui constitue un paramètre invoqué régulièrement par le grand public, reste probléma-*

tique car elle repose sur des jugements proposés par des ouvrages de référence dont l'évaluation qualitative des usages linguistiques peut varier. » Selon l'auteur, la prise en compte du contexte et des exigences communicationnelles est indispensable à une réflexion sur l'écriture des journalistes.

Nous avons donc rencontré 15 journalistes belges francophones. Cette étude exploratoire s'est voulue la plus généraliste et diversifiée possible. Ainsi, les journalistes sont issus de médias de tous supports, dont les publics divergent, mais qui couvrent tous la totalité du territoire belge francophone. Afin de recueillir des informations sur un maximum d'organisations rédactionnelles, nous avons rencontré un journaliste dans chacun des médias retenus. Toutefois, trois médias sont davantage représentés dans cet échantillon : *lesoir.be* (2 journalistes), ce qui s'explique par le fait qu'il s'agit du seul média web sélectionné dans notre échantillon⁶; la RTBF en télévision (4 journalistes), étant donné un réseau de relations préétabli⁷; et RTL (3 journalistes), puisqu'il s'agit des seuls journalistes de l'échantillon travaillant en radio.

Média	Abréviation	Support ⁸	Nb de journalistes
<i>La Dernière Heure / Les Sports</i>	DH	Papier, quotidien	1
<i>La Libre Belgique</i>	LLB	Papier, quotidien	1
<i>Le Soir</i>	LS	Papier, quotidien	1
<i>Le Soir Magazine</i>	LSM	Papier, hebdomadaire	1
<i>Le Vif / L'Express</i>	VE	Papier, hebdomadaire	1
<i>lesoir.be</i>	LSbe	En ligne	2
RTBF	RTBF	Télévision	4
RTL	RTL-r RTL-r&t	Radio Radio et télévision	1 2
<i>Trends-Tendances</i>	TT	Papier, hebdomadaire	1

Nous n'avons pas jugé pertinent de donner les noms des journalistes⁹. En outre, cette étude n'avait pas pour but de dégager des contrastes entre les différents médias, et la petite taille de notre échantillon ne nous aurait de toute manière pas permis de telles conclusions. Toutefois, nous considérons que

la place que les journalistes occupent peut avoir une influence sur la langue qu'ils utilisent. Dès lors, interpréter le discours métalinguistique de chaque journaliste a, selon nous, davantage d'intérêt lorsqu'il est possible de connaître son statut. À cette fin, un tableau reprenant les caractéristiques de chaque informateur figure en annexe.

Tous les entretiens (18 heures d'enregistrements) ont été retranscrits. Nous avons ensuite opéré une analyse thématique et itérative afin de regrouper les propos abordant les mêmes thèmes dans l'ensemble du corpus. Ainsi, la focalisation réalisée ici sur les propos liés au public s'est révélée aisée.

NORME TACITE ET AUTORÉGULATION

Avant d'aborder les attentes supposées du public, nous discuterons ici des éventuelles mesures prises par les médias afin de réglementer les usages de la langue. Nous évoquerons ensuite la manière dont ces usages sont autorégulés.

Politiques linguistiques dans les médias

On pourrait imaginer que les médias développent en leur sein des politiques¹⁰ fortes en matière de langue, auxquelles les journalistes devraient se plier. Cette option est défendue par Raunet (2001 : 90), journaliste à la Société Radio-Canada (SRC), selon qui « il faut inciter les patrons de presse à créer des structures d'intervention linguistique dans leurs salles de rédaction ». De même, Plourde affirmait en 1985 que « les responsables des médias ont (...) des choix à faire, et leur politique linguistique devrait refléter ces choix ». Selon celui qui était alors président du Conseil de la langue française au Québec¹¹, un seul choix peut être qualifié de « responsable » : « favoriser la diffusion d'une langue correcte et vivante ». Il faut toutefois souligner le fait que les caractéristiques précises d'une langue « correcte et vivante » sont extrêmement difficiles à établir.

Comme le notent Hellot et Malo (2001 : 102), l'importance des politiques linguistiques dépend de l'intérêt individuel qu'y accordent les patrons de presse. Les auteurs regrettent que d'autres impératifs prioritaires, économiques surtout, les obligent à négliger ces aspects, au détriment de la qualité de la langue.

Dans une étude critique des politiques linguistiques de la SRC et de la VRT (Vlaamse Radio- en Televisieomroeporganisatie, média audiovisuel belge néerlandophone), Remysen (2010 : 125) constate que ces deux médias « consentent à déployer des efforts considérables pour surveiller la qualité de la

langue utilisée en ondes, ce qui est plutôt exceptionnel dans le paysage audio-visuel ». Entre autres, des conseillers linguistiques y sont chargés d'« établir les normes en matière de langue, surveiller la qualité de la langue du personnel et fournir un service d'assistance linguistique (diffusion de chroniques de langue, formation linguistique des animateurs, etc.) » (126). La rareté de telles dispositions semble se confirmer à l'analyse de nos entretiens.

En effet, aux dires des journalistes que nous avons rencontrés, la politique linguistique de chacun des médias concernés par cette étude semble très peu développée¹². Aucune charte linguistique n'est connue des journalistes. Contrairement à ce qui se passe à la VRT ou à la SRC (Remysen, 2010), il n'existe pas de personne spécifique chargée des questions linguistiques au sein des médias concernés ici. Aucune institution linguistique interne aux médias ne légifère ou n'offre des conseils. Les propos qui suivent indiquent néanmoins que tous les journalistes ne sont pas demandeurs de ce type de mesures.

Y a pas de structure officielle¹³. L'Académie centrale de RTL pour la protection de la langue n'existe pas. Elle n'existera jamais, et je pense que c'est une très bonne chose. C'est chacun, par sa culture propre, par ce qu'il entend, par ce qu'il apprend, voilà... (RTL-r&t1)

De manière générale, tous les journalistes ne seraient pas forcément favorables à des politiques linguistiques fortes, craignant que de telles mesures n'engendrent, notamment, une perte de la diversité stylistique des différents journalistes.

L'avantage c'est que, moi qui aime bien le respect de la langue française, peut-être qu'on pourrait se débarrasser d'un certain nombre d'anglicismes ou de mots utilisés à mauvais escient qu'on entend souvent. Mais l'aspect négatif, c'est qu'on risque de perdre un petit peu la touche personnelle des gens. (RTL-r1)

De même, l'idée d'une charte linguistique n'enthousiasme pas LSbe2. Le journaliste « n'en éprouve pas le besoin », étant donné qu'il connaît le média dans lequel il travaille et que les questions de langue sont déjà débattues de manière informelle dans la rédaction.

Des « catalogues de fautes », à l'instar d'un document diffusé en 2004 à Radio France Internationale (RFI) (Rozenblum, 2004), ne circulent pas dans les rédactions concernées par cette étude. De manière générale, les journalistes affirment ne recevoir que très peu voire pas de remarques linguistiques de

la part de leur hiérarchie. Plusieurs d'entre eux constatent d'ailleurs que des commentaires de ce type proviennent davantage du public.

Maintenant, on reçoit davantage et plus rapidement [de remarques] des lecteurs que de la hiérarchie, puisque les articles sont commentés. Dès que tu écris une connerie, ou ce qui peut paraître comme une connerie, ils te le disent. Par contre de la hiérarchie, moins. (LSbe2)

Quand c'est des remarques vraiment sur l'usage du français, ça vient des lecteurs. (LLB1)

Toutefois, plusieurs journalistes de différents médias signalent que la direction procède à des « rappels à l'ordre » de façon sporadique.

On reçoit [de temps en temps] des messages de rappel à l'ordre du directeur de la rédaction quand ça flotte un peu trop au niveau de la langue ou de l'orthographe. (LS1)

Certaines décisions linguistiques ponctuelles (orthographiques ou typographiques, notamment) sont parfois communiquées aux journalistes.

Certains médias concernés par cette étude, exclusivement écrits, engagent encore des correcteurs : *Le Vif / L'Express*, *Le Soir*, *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure / Les Sports*¹⁴. S'il ne possède pas ce titre de « correcteur » ou de « relecteur », le secrétaire de rédaction de *Trends-Tendances* relit néanmoins les textes avant leur publication. Pourtant, dans les quotidiens, les correcteurs n'ont pas la possibilité de relire en profondeur l'ensemble du journal du lendemain. La RTBF et RTL n'ont pas de correcteurs. Les textes ne sont donc généralement pas relus avant leur diffusion.

Enfin, notons que dans son étude, Remysen (2010: 143-144) dégage des contradictions dans les prises de position des conseillers linguistiques de la SRC et de la VRT¹⁵, ce qui lui permet de conclure que « la façon dont [ces derniers] conçoivent la langue standard et la norme en contexte québécois ou flamand ne va pas toujours de soi ». Ainsi, lorsqu'une politique centralisée existe au sein d'un média, la teneur de celle-ci est susceptible de poser encore bien des questions.

Autorégulation

Sans directives linguistiques claires de la part des entreprises dans lesquelles ils travaillent, ce sont les journalistes eux-mêmes qui, de manière quasi exclu-

sive, déterminent le français que l'on retrouve dans les médias.

De par ma fonction, comme dans la vie sociale en général, je crois au phénomène d'autorégulation. C'est qu'à un certain moment, si vous exagérez dans un sens ou dans l'autre, il y aura, dans une rédaction, [ou] parmi les téléspectateurs, des gens qui vous le feront remarquer. (RTBF1)

Cette langue est autorégulée par une série de facteurs qui ont été mis au jour grâce à notre étude initiale, dont tous les résultats ne pourront être développés dans cet article par manque de place. Néanmoins, nous pointerons ici ces différents facteurs avant de discuter brièvement des avantages et des limites de ce processus autorégulateur.

Tout d'abord, les connaissances et les représentations linguistiques des journalistes (Jacquet, 2015), qui ne sont forcément pas homogènes, jouent un rôle majeur dans l'autorégulation.

De même, les échanges entre journalistes au sujet de la langue existent, bien que les journalistes interrogés n'affirment pas que la langue fasse l'objet d'une réflexion permanente dans la rédaction. Les dispositifs techniques, informatiques surtout, permettent divers leviers d'intervention linguistique (correcteurs automatiques, programmes de rédaction en réseau ou écrans dans les salles de rédaction permettant de lire les textes des collègues, etc.). Aussi, les conditions de travail et le temps disponible pour l'écriture influencent évidemment la langue des journalistes.

Citons enfin les attentes imaginées du public, qui seront développées dans la suite de cet article.

D'une manière générale, l'autorégulation de la langue des journalistes telle que nous l'avons dégagée permet à celle-ci de tenir compte de la variabilité géographique (puisqu'elle a lieu dans un contexte géographique particulier) et de l'évolution de la langue. Une langue cadencée dans des règlements internes (ou externes) aux médias rendrait plus compliquées de telles adaptations. En outre, le journaliste Raunet (2001 : 73) soutient qu'« en matière de langue, les membres de la presse se conforment instinctivement à ce que le public attend d'eux et toute idée de définition autonome d'une norme médiatique est vouée à l'échec ».

L'autorégulation de la langue des médias a une tendance conservatrice, ce qui lui permet de maintenir son statut de référence. Toutefois, à notre sens, il conviendrait peut-être de ne pas surévaluer l'importance de ce phénomène, qui n'annihile pas l'intérêt

d'une réflexion plus poussée sur les questions de langue dans les médias.

LES ATTENTES IMAGINÉES DU PUBLIC DANS L'AUTORÉGULATION LINGUISTIQUE

Dans cette autorégulation opérée par les journalistes, « le public », ou plutôt ses attentes présumées, interviennent à des niveaux divers. Ainsi, les journalistes justifient souvent leurs attitudes linguistiques par des considérations directement liées au public¹⁶.

Être crédible

Cinq journalistes considèrent qu'une part de leur crédibilité se joue dans le respect des règles du français¹⁷, et quatre mentionnent le respect du public.

Je pense que la première bonne raison [de ne pas faire de fautes], c'est (...) que les internautes s'attendent à ce qu'on écrive sans fautes (...) et qu'on doit remplir leurs conditions. (LSbe1)

[L'orthographe], c'est hyper important. Ça, c'est une norme hyper importante dans notre métier, parce que de l'usage de l'orthographe, on pourra juger du sérieux de ton travail. Moi, c'est quelque chose qui m'embête, mais je comprends très, très fort, et c'est vrai. Donc je fais hyper attention à l'orthographe. (...) C'est aussi une forme de respect vis-à-vis du lecteur. (LSbe2)

Je suis pas dans la peau du lecteur lambda, mais j'ai tendance à penser (...) [que] ça décrédibilise totalement le papier. (...) Donc je trouve que quand le niveau de langue est très faible et, de surcroît, quand il est truffé de fautes, ça décrédibilise totalement le papier et son auteur, évidemment. (DH1)

On voit donc que la volonté d'être crédible auprès de leur public incite les journalistes à une correction de leur langage.

Être compris

Les journalistes interrogés s'accordent tous sur une qualité de la langue des médias : sa compréhensibilité. Celle-ci prévaut largement dans leur esprit. Le journaliste doit donc s'exprimer dans une langue

comprise par le plus grand nombre (RTBF3), par un maximum de gens (RTBF2), par tous (TT1), qui tendrait vers la clarté, la lisibilité,

la simplicité, [qui soit] vulgaire dans son sens noble (LSbe2), [qui permette que] le lecteur ait l'impression qu'il a tout compris (TT1).

On constate déjà l'importance de la place qu'occupe la prise en compte du public, liée à ce souci de simplicité. Néanmoins, les journalistes tracent souvent des limites à ce devoir d'intelligibilité et de simplicité.

[Une langue] fluide, qui se comprend tout de suite, sans être vulgaire, sans être incorrecte (LSbe1), assez simple... simple mais pas simpliste (RTBF4), accessible à tout le monde mais avec un certain niveau (RTBF2), compréhensible par tous, mais qui respecte les nuances (RTL-r&t2).

La compréhension constitue le plus souvent un argument en faveur du respect des règles, mais elle est aussi invoquée par les journalistes dans les limites mêmes de ce respect. Reprenant son idée que le respect de la norme par les journalistes est une réponse à la demande du public, *LSbe1* poursuit :

De la même façon, [les gens] s'attendent à ce qu'on fasse des textes compréhensibles, et (...) donc la limite du respect de la langue dans ce qu'elle a de plus académique est le niveau de compréhension des gens, parce qu'ils s'attendent à lire des textes compréhensibles et que si tu leur fournis des textes qui sont parfaitement écrits, que Bernard Pivot les lirait et serait ébahi devant une telle maîtrise du français, mais que personne ne le comprend, il reviendra pas.

Il faut souligner que si les journalistes sont obnubilés par le souci d'être compris par leur public, cet argument ne domine pas pour autant toutes leurs attitudes linguistiques. Il est mis en balance avec d'autres considérations, notamment prescriptives (le français « correct ») ou subjectives (un usage est défavorisé parce qu'il n'est « pas beau », qu'il « ne sonne pas », etc.)¹⁸.

Être pédagogue

Le journaliste Rozenblum (2004: 4), auteur d'un « catalogue de fautes¹⁹ » pour *RFI* attribue une « responsabilité pédagogique » aux médias, « car qu'ils le veuillent ou non, ce sont des créateurs de normes d'expression et de prononciation ». Cette responsabilité pédagogique a été évoquée par plusieurs journalistes, qui assurent vouloir améliorer le niveau de connaissance du français de leur public. Les journalistes devraient donc essayer de « tirer [le public] vers le haut » (*LSM1*), « élever les gens à

[leur] niveau » (*RTL-r1*) ou même « rectifier le tir » (*RTBF3*). Certains, toutefois peu nombreux, vont même jusqu'à se comparer à des professeurs.

On demande à un professeur qui enseigne une matière à ses élèves de ne pas faire de fautes, ben nous c'est un peu la même chose : on informe les gens donc on leur apprend quelque chose aussi, on a un petit côté professeur aussi. (...) Là y a une belle langue français, avec des mots en français, pas d'anglicisme, pas de belgicisme, etc. J'essaie de les attirer à ce niveau-là, en me disant « les gens parleront mieux », plutôt que de s'exprimer avec du verlan (...). C'est une conception mais (...) tout le monde n'est pas d'accord avec moi, hein... Faut faire la part des choses entre effectivement être proche de son public, donc s'exprimer comme lui, ou essayer d'attirer le public à un niveau de langue française un petit peu plus noble. (RTL-r1)

Notons que le rôle de pédagogue, intériorisé par les journalistes et déjà soulevé notamment par Degand (2012: 378), pousse ces derniers à rendre leurs textes les plus compréhensibles possible, ce qui rejoint les idées développées au point précédent.

Si tous les journalistes ne se considèrent pas comme des « professeurs de français », il faut souligner qu'à tout le moins, l'exemplarité du français des journalistes est avancée par beaucoup de répondants.

C'est clair que nous on a, en tant que média, un rôle de référence par rapport au français, ça, c'est sûr. (RTLr&t2)

On a, nous, un devoir d'exemplarité, j'ai envie de dire, par rapport au public. (...) On se doit d'être, au niveau de la qualité de la langue française, irréprochables, parce que on nous entend, parce que on est lus, peu importe le média. On se doit de donner l'exemple. Si nous-mêmes on fait des fautes, alors que la langue française fait partie de notre métier, ben on peut pas demander aux gens après d'écrire sans fautes, de parler sans fautes, donc... (RTL-r1)

Les journalistes s'attribueraient donc un rôle de référence, d'exemple.

Parler comme son public ?

Puisque les journalistes tiennent compte du public dans leurs choix linguistiques, il s'agissait de savoir s'ils pensent, pour autant, avoir intérêt à calquer leur français sur celui de leur public.

Ça oui, c'est quand même le grand principe. Tu sais à quel public tu t'adresses. Je vais pas dire que tu lui sers la soupe, que tu lui dis ce qu'il a envie d'entendre. Mais tu sais que tu t'adresses à tel type de public, et donc tu sais les termes que tu peux utiliser, jusqu'où tu peux aller dans les termes techniques. Tu n'écris pas dans le vide, tu écris pour un public, et donc tu fais attention d'écrire pour ce public-là. (TT1)

Néanmoins, outre les considérations normatives, plusieurs objections ont été émises par les journalistes, comme l'hétérogénéité du public, la volonté de garder un niveau de langue élevé ou encore celle de ne pas basculer dans une optique de marketing.

Oui, mais encore faut-il pour autant que le public soit vachement bien défini. Moi quand on me parle du public, je veux bien, mais c'est qui? Tu peux me faire un portrait-robot de mon lecteur? Moi je sais pas. (DH1)

[Le journaliste] doit le faire en gardant un équilibre. Moi je suis plutôt dans l'idée, si on peut tirer vers le haut, on le fait. Donc j'ai pas envie d'écrire de manière simplifiée en me disant « j'écris pour un public extrêmement varié ». (...) Qu'est-ce qu'on fait avec ça? Est-ce qu'on doit niveler par le bas? Moi je suis pas d'accord avec ça. Donc je me dis si on peut tirer effectivement vers le haut, faisons-le. Mais on doit jamais perdre de vue qu'on doit rester accessibles. (VE1)

C'est un peu la victoire du marketing sur le journalisme, ça... C'est en fonction du public qui est identifié. Et aussi en fonction des directions des journalistes, des rédactions en chef, des directeurs de rédaction, etc. Il faut voir dans quel état d'esprit ils se mettent. S'ils laissent la liberté, et je dois dire que chez nous on est assez libres à ce niveau-là, j'ai jamais eu de remarques de qui que ce soit de la rédaction sur un mot que j'aurais utilisé... (RTL-r1)

Il faut rappeler que, même si, dans certains commentaires ci-dessus, les journalistes imaginent que « calquer son français sur celui de son public » engendrerait plutôt une « baisse » de leur niveau de langue, la prise en compte des attentes supposées du public incite les journalistes à une certaine correction.

Clairement, les journalistes semblent vouloir se conformer aux attentes linguistiques supposées de leur public, plutôt qu'au français de celui-ci, forcé-

ment hétérogène et difficile à déterminer. Notons que les attentes linguistiques supposées de ce public ne sont pas facilement identifiables non plus. Néanmoins, dans l'imaginaire des journalistes, tout se passe comme si les attentes de ce public étaient relativement homogènes.

Craindre les retours du public?

Parallèlement aux attentes du public telles qu'elles sont imaginées par les journalistes, ce public se manifeste parfois de manière directe auprès d'eux. Il peut s'agir du courrier des lecteurs, de lettres ou de courriels adressés à la rédaction ou aux journalistes.

J'ai un auditoire particulièrement exigeant, surtout fait de personnes âgées dans ces cas-là, qui m'envoient régulièrement des mails en disant « vous avez dit ça, ou ça, faites attention, vous avez utilisé le participe présent à mauvais escient... ». (RTBF1)

RTL-r1 évoque aussi l'existence, à RTL radio, d'une centrale SMS, dans laquelle les auditeurs laissent parfois des commentaires linguistiques.

Mais il est évident que c'est internet, où le discours normatif et puriste s'étend largement (Damar, 2010), qui offre la plateforme la plus favorable et la plus accessible aux manifestations directes du public. Ainsi, les commentaires au bas des articles sur les sites d'information ou sur les réseaux sociaux permettent aux internautes de commenter le français des journalistes.

Je n'ai pas l'impression, quand je fais une faute, de mettre en péril mon journal, et en même temps je me sens toujours super mal quand ça arrive, que c'est vu, et qu'un internaute fait la remarque ou que quelqu'un envoie un tweet avec « Merci Le Soir pour l'orthographe » avec capture d'écran... Merde! Là tu passes juste pour un con. Et quelque part ils ont raison, on a pas d'excuse, et en même temps on sait que dans la pratique, ça arrive que parfois t'as pas le temps de relire le texte comme tu le voudrais (...). (LSbe1)

Il faut reconnaître que cette première étude ne permet pas de donner des conclusions sur l'attention que les journalistes portent à ces manifestations sur le web. De nombreuses études en journalisme ont révélé, d'une part, l'intérêt mitigé et hétérogène qu'accordent les journalistes aux contributions des internautes ou les craintes des professionnels en la matière (De Maeyer, 2010; Reich, 2011; Domingo, 2011) et, d'autre part, l'évolution inévitable des médias vers une intégration croissante de ces contenus,

promue notamment dans les discours managériaux (Touboul, 2010; Noblet et Pignard-Cheynel, 2008).

Néanmoins, ces réticences des journalistes portent essentiellement sur la qualité du contenu informationnel des contributions amateurs. Les critiques adressées aux journalistes ne font, à notre sens, pas partie de la même catégorie. Degand (2012: 350) écrit à ce sujet que « *c'est avant tout l'orthographe et les fautes de grammaire éventuelles qui remportent les plus vives plaintes* ». L'auteure d'ajouter: « *Pour certains journalistes, ces interventions des lecteurs sont "agréables" au sens où elles permettent de corriger les erreurs. Mais pour d'autres, la critique apparaît "difficile à vivre"*. »

Il serait à notre sens intéressant d'étudier plus en profondeur en quelle mesure les journalistes prennent en considération les commentaires linguistiques et, dès lors, s'ils craignent réellement ce type de commentaires lorsqu'ils écrivent.

CONCLUSIONS

Cette étude dévoile une constatation très claire : faire parler de langue aux journalistes revient inévitablement à les faire parler de leur public. En effet, pour justifier le français qu'ils utilisent ou qu'ils considèrent devoir utiliser, les journalistes font directement appel à leur public et à ses attentes pro-

lables. Selon Cavalier-Croissant (2002: 51), « *le destinataire d'une information intervient de manière indirecte dans la conception des messages qui lui sont destinés. Le journaliste écrit pour quelqu'un, et la définition qu'il a du destinataire de son travail formate, influe, cadre l'exercice même de son activité* ». Notre étude montre toute la pertinence de cette analyse dans le cas précis de la langue.

Nous avons dégagé l'influence importante des représentations des journalistes liées au public dans l'autorégulation linguistique des médias d'information. En revanche, il serait souhaitable de mener une étude plus systématique sur la prise en compte des manifestations linguistiques directes du public par les journalistes. De même, une étude quantitative des retours du public concernant la langue se révélerait intéressante.

NOTES

¹ Le guide d'entretiens était divisé en cinq parties : l'évolution générale du rapport à la langue des journalistes, leur conception de la formation linguistique des journalistes, leur conception du rôle du journaliste en matière de langue, les conditions de production et pratiques langagières des journalistes, et la demande de réaction à une douzaine de phrases contenant des « emplois critiqués ».

² Le syntagme « français des médias » (ou des journalistes) est une abstraction. Il s'agit, bien sûr, de la langue en usage dans le contexte journalistique, soit de l'utilisation ou des utilisations de la langue par les journalistes. Il nous semble pertinent de considérer ces usages comme formant une variété à part entière, étant donné ses spécificités (on parle aussi de français scientifique, juridique, des jeunes, etc.). Canut (2007) dénonce une tendance, en sociolinguistique, à homogénéiser de telles catégories. De notre point de vue, l'utilisation de catégories n'a pas pour conséquence de nier la pluralité des usages qui existent en leur sein.

³ En France notamment, ces collègues peuvent aussi être des médiateurs, qui traitent les réactions directes du public, ou des conseillers à la langue française. Les journalistes belges que nous avons interrogés n'ont jamais mentionné de telles personnes.

⁴ Au sujet de cette prétendue dégradation, ou « crise » du français, voir Paveau & Rosier (2008: 23).

⁵ Le chercheur (2005: 17) écrit en effet : « *Dans les cas où un de nos principaux ouvrages de référence acceptait une forme condamnée par d'autres ouvrages, nous avons adopté l'attitude la plus tolérante.* »

⁶ D'autres médias présents sur la toile couvrent pourtant « le même territoire » (*lalibre.be, dhnet.be, rtl.be, rtbf.be*). *Lesoir.be* a été choisi étant donné des relations préexistantes.

⁷ Cette surreprésentation est nuancée par la diversité des fonctions de ces quatre journalistes (voir annexe).

⁸ Il faut noter que tous les journalistes qui sont attachés à un média papier voient certains de leurs articles mis en ligne, ou en rédigent occasionnellement pour le web.

⁹ Chaque journaliste sera désigné par l'abréviation de son média suivie d'un chiffre qui lui a été attribué.

¹⁰ Par politique linguistique dans les médias, nous entendons un ensemble de mesures diverses déployées par les directions de médias, et qui viseraient à régler ou contrôler la langue utilisée par les journalistes.

¹¹. L'institution se nomme aujourd'hui Conseil supérieur de la langue française.

¹². Nous ne nous sommes toutefois pas mis en quête de la moindre trace de politique linguistique dans chacun de ces médias, puisque c'est l'intégration de telles politiques par les journalistes qui nous occupait.

¹³. Tous les soulignements retranscrivent des accentuations de la part des journalistes.

¹⁴. Selon les propos de *DH1*, les pages régionales, au contraire des autres pages, ne sont pas relues par un correcteur attitré mais bien par une personne également en charge d'autres aspects comme la mise en page.

¹⁵. Le chercheur analyse diverses publications de ces médias concernant la langue, rédigées par ces conseillers linguistiques.

¹⁶. Il serait possible d'envisager ces considérations sous l'angle d'une étude de l'*ethos journalistique* : la langue que les journalistes considèrent devoir utiliser semble liée à l'image qu'ils

veulent donner d'eux auprès de leur public (Amossy, 1999). Un tel cadre théorique nous semble pertinent et nous n'excluons pas la possibilité de l'utiliser dans de futures recherches. Néanmoins, nous ne l'avons pas adopté dans le présent article.

¹⁷. Nous n'avons pas imposé dans nos entretiens une définition de ce que recouvrent « les fautes de français », laissant les journalistes s'exprimer en fonction de la définition qu'ils en ont donnée. Ces définitions dépendent parfois du support du média (par exemple, les fautes de liaison en audiovisuel). En outre, elles ont souvent été assez floues (Jacquet, 2012 : 61-63). La portée de certains propos reste donc quelquefois abstraite.

¹⁸. Ces considérations multiples façonnent l'imaginaire linguistique des journalistes, à la fois complexe et spécifique (voir Jacquet, 2015).

¹⁹. Le titre de ce catalogue est *Vu à la radio : Recueil de couacs ordinaires*.

ANNEXE

Profil des journalistes interrogés

Journaliste	Média	Sexe	Âge	Fonction
DH1	<i>La Dernière Heure / Les Sports</i>	H	47	Journaliste
LLB1	<i>La Libre Belgique</i>	F	30	Journaliste
LS1	<i>Le Soir</i>	H	43	Journaliste (cahier weekend)
LSbe1	<i>Lesoir.be</i>	H	25	Journaliste
LSbe2	<i>Lesoir.be</i>	H	45	Journaliste
LSM1	<i>Le Soir Magazine</i>	H	54	Journaliste
RTBF1	<i>RTBF</i>	H	48	Présentateur JT
RTBF2	<i>RTBF</i>	H	48	Journaliste reporter JT (service société)
RTBF3	<i>RTBF</i>	F	48	Journaliste JT (service international)
RTBF4	<i>RTBF</i>	H	26	Journaliste reporter JT (service société)
RTL-r&t1	<i>RTL</i>	H	50	Journaliste reporter radio et télé
RTL-r&t2	<i>RTL</i>	H	31	Présentateur radio et télé
RTL-r1	<i>RTL</i>	H	30	Journaliste radio, reporter
TT1	<i>Trends-Tendances</i>	H	42	Journaliste
VE1	<i>Le Vif / L'Express</i>	F	48	Journaliste

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Sources

Geelkens, M., 2012, « Pour améliorer son orthographe, il faut s'entraîner », interview de Liliane Balfroid, *Lesoir.be*, 12 août 2012, URL: <http://www.lesoir.be/archives?url=/dossiers_speciaux/special1/2012-08-20/pour-ameliorer-son-orthographe-il-faut-s-entraîner-933031.php>, consulté le 20 septembre 2013.

s.n., 1993, « L'état de la langue », *Le Soir*, le 4 décembre 1993, p. 48, URL: <http://archives.lesoir.be/l-etat-de-la-langue_t-19931204-Z07JYZ.html>, consulté le 29 septembre 2013.

Bibliographie

Amossy, R. (Éd.), 1999, *Images de soi dans le discours: La construction de l'ethos*, Lausanne, Paris, Delachaux et Niestlé.

de Broglie, G., 1997, « Les médias électroniques et la langue française », *Communication & langages*, n°112, 2e trimestre, pp. 4-14.

Canut, C., 2007, « L'épilinguistique en question », in Siouffi, G. et Steuckardt, A., *Les linguistes et la norme: Aspects normatifs du discours linguistique*, Berne, Peter Lang, « Sciences pour la communication », pp. 49-72.

Cavelier-Croissant, V., 2002, « Mais, pour qui écrivent les journalistes en ligne ? », *MédiaMorphoses*, n°4, pp. 51-56, URL: <<http://hdl.handle.net/2042/22400>>, consulté le 13 septembre 2013.

Clerc, I. et alii, 2001, *Analyse linguistique de textes tirés de quatre quotidiens québécois (1992-1999)*, Québec, Conseil de la langue française.

Corbeil, J.-C., 1985, « La langue des médias, témoin ou guide de la langue d'usage », in Comité de linguistique de la Société Radio-Canada, *Faut-il intervenir dans la langue des médias?*, Actes du colloque tenu à l'occasion du 25^e anniversaire des publications du Comité de linguistique de la Société Radio-Canada, URL: <[http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcp-plus_pi4\[file\]=publications/pubf109/f109-i-ii.html](http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcp-plus_pi4[file]=publications/pubf109/f109-i-ii.html)>, consulté le 11 juillet 2012.

Damar, M.-È., 2010, « De la polymorphie du purisme linguistique sur l'Internet », *Langage et société*, 2010/1, n°131, pp. 113-130.

De Maeyer, J., 2010, « Être journaliste dans un environnement 2.0: Les médias belges face aux innovations technologiques », *Les Cahiers du numérique*, 2010-1, vol. 6, pp. 157-177.

Degand, A., 2012, *Le journalisme face au web. Reconfiguration des pratiques et des représentations professionnelles dans les rédactions belges francophones*, Thèse de doctorat, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain.

Domingo, D., 2011, « Managing Audience Participation: Practices, Workflows and Strategies », in Singer, J. B. et alii, *Participatory journalism: guarding open gates at online newspapers*, Chichester West Sussex U.K, Malden MA, Wiley-Blackwell, pp. 76-95.

Gadet, F., 2007, *La variation sociale en français*, Paris, Ophrys.

Hellot, M.-C. et Malo, L., 2001, « Formation en journalisme, norme linguistique et médias. Interrogations et perspectives », in Raymond, D. et Lafrance, A. A. (Éds.), *Norme et médias*, Québec, Les publications du Québec, Terminogramme 97-98, pp. 95-108.

Houbedine-Gravaud, A.-M. (Éd.), 2002, *L'imaginaire linguistique*, Paris, L'Harmattan.

Jacquet, A., 2015, (à paraître), « L'imaginaire linguistique des journalistes, facteur d'autorégulation du français des médias », *Circula*, n°1, vol. 1.

Jacquet, A., 2012, *Quel français pour les médias d'information? Entretiens avec 15 journalistes belges*, Mémoire en journalisme, Bruxelles, Université libre de Bruxelles.

Martel, P., Cajolet-Laganière, H. et Langlois, M.-F., 2001, « Les textes journalistiques québécois sont-ils "envahis" par les emprunts critiqués à l'anglais ? », in Raymond, D. et Lafrance, A. A. (Éds.), *Norme et médias*, Québec, Les publications du Québec, Terminogramme 97-98, pp. 47-71.

Maurais, J., 2005, *La langue des bulletins d'information à la radio québécoise: premier essai d'évaluation*, Québec, Office québécois de la langue française, « Suivi de la situation linguistique », Étude 2, URL: <<http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs48269>>, consulté le 25 avril 2011.

Meier, F., 2012, « Qualité et norme de la langue française comme points référentiels des journalistes québécois », in Takahashi, N., Kim, J.-O. et Iwasaki, N. (Éds.), *Appropriation et transmission des langues et des cultures de monde: Actes de séminaire doctoral international*, INALCO, URL: <<http://www.soas.ac.uk/clp/doctoral-seminar/file74735.pdf>>, consulté le 20 juillet 2012.

Noblet, A. et Pignard-Cheynel, N., « L'encadrement des contributions "amateurs" au sein des sites d'information: entre impératif participatif et exigences journalistiques », Colloque Web participatif – Usages 2.0: Mutation de la communication?, 6-7 mai 2008.

Paveau, M.-A. et Rosier, L., 2008, *La langue française. Passions et polémiques*, Paris, Vuibert.

Plourde, M., 1985, « L'intervention linguistique dans les médias est-elle un obstacle à la vitalité de la langue ? », in Comité de linguistique de la Société Radio-Canada, *Faut-il intervenir dans la langue des médias?*, Actes du colloque tenu à l'occasion du 25^e anniversaire des publications du Comité de linguistique de la Société Radio-Canada, URL: <[http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcp-plus_pi4\[file\]=publications/pubf109/f109-i-ii.html](http://www.cslf.gouv.qc.ca/bibliotheque-virtuelle/publication-html/?tx_iggcp-plus_pi4[file]=publications/pubf109/f109-i-ii.html)>, consulté le 11 juillet 2012.

Raymond, D. et Lafrance, A. A. (Éds.), 2001, *Norme et médias*, Québec, Les publications du Québec, Terminogramme 97-98, URL: <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/publications/publications_aménagement/sommaire_normemedia9798_term.html>, consulté le 11 avril 2011.

Reich, Z., 2011, « User Comments: The transformation of participatory space », in Singer, J. B. et alii, *Participatory journalism: guarding open gates at online newspapers*, Chichester West Sussex U.K, Malden MA, Wiley-Blackwell, pp. 96-115.

- Reinke, K., 2005, *La langue à la télévision québécoise : aspects sociophonétiques*, Québec, Office québécois de la langue française, « Suivi de la situation linguistique », Étude 2, URL: <http://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/sociolinguistique/etude6_compl.pdf>, consulté le 23 septembre 2011.
- Remysen, W., 2010, « La politique linguistique des médias publics au Québec et en Flandre : de quelle conception de la langue est-il question ? », in Remysen, W. et Vincent, D. (Éds.), *Hétérogénéité et homogénéité dans les pratiques langagières : Mélanges offerts à Denise Deshaies*, Presses de l'Université Laval, coll. Langue française en Amérique du Nord, pp. 115-150.
- Rozenblum, J., 2004, *Vu à la radio : Recueil de couacs ordinaires*, Paris, Service de formation internationale de Radio France Internationale, URL: <www.rfi.fr/fichiers/documents/brochure_rfi_langue_francaise.pdf>, consulté le 24 septembre 2011.
- Touboul, A., 2010, « Journalistes et publics, l'annonce d'un mariage de raison », *Communication & langages*, n°165, pp. 19-30.
- Tremblay, L., 2001, « La qualité de la langue et les médias écrits », in Raymond, D. et Lafrance, A. A. (Éds.), *Norme et médias*, Québec, Les publications du Québec, Terminogramme 97-98, pp. 13-19.
- Vézina, R., 2009, *La question de la norme linguistique*, Québec, Conseil supérieur de la langue française, URL: <<http://www.cslf.gouv.qc.ca/publications/pubf302/cslfnormelinguistique.pdf>>, consulté le 11 juillet 2012.
- de Villers, M.-É., 2001, « Analyse linguistique d'un titre de presse : Illustration d'une norme », in Raymond, D. et Lafrance, A. A. (Éds.), *Norme et médias*, Québec, Les publications du Québec, Terminogramme 97-98, pp. 21-45.



Fr. Le public a tendance à être sévère à l'égard du français des journalistes, qui constitue à la fois le reflet et le modèle de la langue de la société. Vérifier la validité de ces critiques par une approche scientifique pose des problèmes méthodologiques importants. En s'inscrivant dans une autre voie, cet article s'attache au discours métalinguistique des journalistes. Il vise à comprendre la manière dont les journalistes considèrent le français qu'ils utilisent dans leur pratique professionnelle, au travers de la « relation » qui les lie à leur public. Nous avons interrogé 15 journalistes belges francophones. Il ressort de nos entretiens que les médias dans lesquels travaillent ces journalistes ne développent pas de politiques linguistiques fortes. Néanmoins, le français des médias est largement autorégulé par une série de facteurs. Parmi ceux-ci figure le public, ou plutôt les attentes de ce public, telles qu'elles sont imaginées par les journalistes.

En effet, les journalistes justifient souvent leurs attitudes linguistiques par des considérations directement liées à leur public. D'abord, la volonté d'être crédible auprès de leur public incite les journalistes à une correction de leur langage. Cette correction constituerait également une forme de respect envers le public. Ensuite, les journalistes sont sans cesse préoccupés par l'intelligibilité de leurs productions : ils veulent être compris par un public le plus large possible, ce qui conditionne leur usage de la langue. Par ailleurs, ils semblent investis d'une volonté d'être pédagogues en matière de langue, et mettent en avant leur devoir d'utiliser un français exemplaire. Enfin, les journalistes ne veulent manifestement pas parler comme leur public, mais conformément à ce que ce public attend d'eux.

Au final, faire parler les journalistes de la langue revient inévitablement à les faire parler de leur public.

Mots-clés : journalisme, public, langue, français, attentes, autorégulation.

En. French-speaking Belgians tend to be harsh judges of journalists' use of language, which serves both as a reflection and a model in society. Validating these criticisms by way of a scientific approach poses significant methodological problems. Taking a different tack, this article focuses on the meta-linguistic discourse of journalists and aims to understand how journalists view the language they use professionally through the "relationship" that binds them to their public. We interviewed fifteen Francophone Belgian journalists. Our interviews show that the media in which these journalists work do not adhere to strong language policies, but rather rely on self-regulation governed by a series of other factors. Among these is the public, or more precisely public expectation, as presumed by journalists. Indeed, journalists often justify their linguistic choices by invoking considerations directly related to their public. First, their desire to be credible to their audience encourages journalists to use correct language and constitutes a form of respect for the public. Journalists are also unwaveringly preoccupied with the intelligibility of their product – they want to be understood by the widest possible audience, which influences their use of language. Moreover, they seem invested with a desire to instruct in all matters of language, and prioritize their duty to use an exemplary French. Finally, though journalists have no desire to talk like their audience, they certainly want to conform to their expectations. And above all, talk to journalists about language and inevitably the talk turns to their public.

Keywords: journalism, public, language, french, expectations, self-regulation.

Po. O público tem uma tendência a ser rigoroso em relação ao domínio do francês pelos jornalistas, o que constitui, em alguns casos, no reflexo e no modelo do uso da língua pela sociedade. Verificar a validade dessas críticas por meio de uma abordagem científica traz consigo importantes problemas metodológicos. Este artigo aponta para outra direção ao se preocupar com o discurso metalinguístico dos jornalistas. Visa compreender a forma como eles consideram o francês empregado na prática profissional por meio da “relação” que estabelecem com o público. Para isso, foram entrevistados 15 jornalistas belgas francófonos. As entrevistas mostram que os veículos nos quais esses jornalistas trabalham não desenvolvem políticas linguísticas expressivas. No entanto, a expressão do francês na mídia é autorregulada por uma série de fatores. Dentre eles, a figura do público, ou mais precisamente as expectativas desse público na forma como elas são imaginadas pelos jornalistas.

De fatos, os jornalistas frequentemente justificam suas atitudes linguísticas a partir de considerações que remetem diretamente ao seu público. Inicialmente, a vontade serem credíveis junto ao público incita os jornalistas a corrigirem sua linguagem. Essa correção constituiria igualmente em uma forma de respeito ao público. Em seguida, os jornalistas estão constantemente preocupados com a inteligibilidade de suas produções: eles querem ser compreendidos por um público o mais amplo possível, o que condiciona o uso da língua. Além disso, parecem estar investidos de uma vontade de atuarem como pedagogos no que se refere à língua, priorizando a obrigação de utilizarem um francês exemplar. Finalmente, os jornalistas não querem falar da mesma forma que o público, mas em conformidade com as expectativas que esse público possui deles.

Ao final, fazer os jornalistas falarem do uso da língua implica inevitavelmente em fazê-los falar do seu público.

Palavras-chave: jornalismo, público, língua, francês, expectativas, autorregulação.

